

Amis de la Terre Nord Béarn - atnb@greli.net - http://atnb.greli.net
 Un récapitulatif du programme des 7 candidats "principaux" des présidentielles 2017 pôle ENVIRONNEMENT.
 Aucun parti pris, juste retranscription littérale des programmes.

Environnement	Nathalie ARTHAUD -Lutte ouvrière	Nicolas DUPONT AIGNAN- Debout la France	François FILLON - les républicains	Benoit HAMON PS	Marine LE PEN - Rassemblement bleu marine	Emmanuel MACRON - En marche	J-L MELENCHON Le front de gauche	Philippe POUTOU - NPA
Principes généraux	NC	Optimiser la politique d'économie d'énergie dans le bâtiment qui représente 45 % du total de la consommation d'énergie en France. - Diminuer les rejets de gaz à effets de serre engendrés par nos véhicules. - Conforter une énergie électrique décarbonnée. -Encourager l'économie circulaire dans notre quotidien. - Organiser et assurer le financement de la transition écologique.- Défendre les paysages et la qualité de vie française. - Protéger la santé des français face aux risques environnementaux et à la malbouffe	NC	Objectif 100% renouvelable à l'horizon 2050	NC	NC	Plan de transition écologique vers 100% d'énergies renouvelables entre 2017 et 2050	100% d'énergies renouvelables en 2050
OGM - Pesticides	NC	Interdire les OGM tels qu'ils s	Retrait de la constitution du principe de précaution pour ne pas brider l'innovation (OGM : relancer les recherches)	retraits des autorisations de tous les pesticides dangereux et interdiction d'importer des denrées alimentaires utilisant une substance interdite en France.	Interdiction des OGM	séparer les activités de conseil aux agriculteurs et de vente des pesticides qui peuvent susciter des conflits d'intérêt.	interdire les OGM en plein champ et la vente libre des pesticides et herbicides chimiques nocifs pour la santé	interdire les intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides, fongicides...). Interdire les PGM (plantes génétiquement modifiés) tant en culture, importation, commercialisation et autoriser partiellement certains OGM (médical) cultures sous confinement. Interdiction de l'importation du soja OGM
Climat - accord de paris	NC	NC	NC	NC	NC	mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat	NC	NC
Energie - Nucléaire	NC	Revenir sur l'objectif de 50% de nucléaire dans la production électrique en 2025. - Poursuivre la recherche pour un nucléaire propre et sûr.- soutien au développement de l'EPR. Lancer un plan de développement de la filière Thorium sur 25 à 30 ans qui prendra le relais à l'horizon 2050	Prolonger l'exploitation des centrales nucléaires existantes de 40 à 60 ans sous réserve de l'accord au cas par cas de l'autorité de sûreté nucléaire. - Stopper la fermeture de Fessenheim. Consolider la filière nucléaire française et renforcer les études sur les réacteurs de 4e génération. - Développer une gamme de petits et moyens réacteurs nucléaires (SMR) pour satisfaire les besoins des grandes villes mondiales ou des régions à faible densité démographique	l'Etat poussera EDF à renforcer ses recherches sur la production et le stockage d'énergies renouvelables. Plutôt que de privilégier le nucléaire, EDF accompagnera la décentralisation de la production d'énergies vertes. Projet d'enfouissement à Bure abandonné avec un stockage en "sub-surface". Sortie progressive et intégrale du nucléaire sur 25 ans avec la fermeture des premiers réacteurs pendant le mandat.	Modernisation et sécurisation de la filière nucléaire française. Maintien du contrôle de l'Etat sur EDF. Refus de la fermeture de la centrale de Fessenheim	réduction à 50% de la part de l'énergie nucléaire à l'horizon 2025, décisions prises une fois que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) aura rendu ses conclusions qui sont attendues pour 2018.	créer un pôle 100 % public de l'énergie comprenant EDF, GDF, Areva et Total renationalisé. Sortir du nucléaire et fermer Fessenheim. Abandon des projets d'EPR et de l'enfouissement des déchets à Bure	arrêt du nucléaire, arrêt de la construction de l'EPR à Flamanville, fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de trente ans, abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité
Energie - Diesel	NC	NC	NC	Sortie du diesel à l'horizon	NC	NC	Engager la sortie du diesel	NC

Energies fossiles- Gaz de schiste	NC	Remplacer pétrole et gaz par des énergies décarbonées.	Oui aux recherches et à l'exploitation des gaz de schiste	Sanctuarisation des biens communs (air, eau, sols). Suppression de toutes les subventions aux énergies fossiles.	Interdiction de l'exploitation des gaz de schiste tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies	Sortir des énergies fossiles. Fermeture en 5 ans des centrales électriques à charbon en concertation avec les exploitants pour assurer la reconversion des sites. Aucune nouvelle attribution de permis d'exploration d'hydrocarbures. Interdiction de toute expérimentation, même publique, d'exploration des gaz de schiste.	Sortir des énergies fossiles (pétrole, gaz de schiste)	sortie des énergies fossiles. En finir avec le pétrole, le charbon et le gaz. Interdire l'exploitation du gaz de schiste
Energie - Autres	NC	Revoir la loi sur la transition énergétique. - Déployer un plan public d'installation de panneaux photovoltaïques sur l'ensemble des bâtiments et équipements publics, en lien avec les collectivités territoriales. - favoriser la recherche dans les énergies marines renouvelables	Fixer un objectif proche de 0% d'électricité d'origine fossile le plus rapidement possible après avoir arrêté les centrales à charbon. - Fixer le prix du CO2 à 30 € la tonne. - Autoriser l'auto consommation de l'énergie produite de manière autonome; Améliorer la fluidité de fonctionnement du marché par la mise en place des réseaux de distribution et des compteurs intelligents (LINKY/GASPARD)	Objectif de 50% d'énergies renouvelables dès 2025.	Déveper les filière française des énergies renouvelables. Soutien de la filière de l'hydrogène. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.	Doubler d'ici à 2022 la capacité en éolien et en solaire photovoltaïque. 30 milliards d'euros d'investissement privés seront mobilisés. Les efforts de simplification et d'expérimentation pour raccourcir les procédures de déploiement des ENR. efforts de recherche, développement et d'investissement des opérateurs sur le stockage de l'énergie et les réseaux électriques intelligents	lancer un réseau de géothermie profonde. Développer les énergies marines renouvelables. Plan d'autonomie énergétique en Outre Mer	Développement massif des énergies renouvelables
Gaspillage	NC	Construire des méthaniseurs, disséminés dans la campagne, qui fonctionneraient en réseau et seraient alimentés en fumier par des véhicules propres. - Créer un réseau de chaufferies alimentées par les combustibles solides de récupération. - Lutter contre l'obsolescence programmée : contrôle et sanctions allant jusqu'à l'interdiction du produit sur le sol français	Informers le grand public sur l'existence de ces pratiques encore confidentielles et développer la pédagogie du tri, dans les communes et auprès des particuliers, pour inciter les Français à trier davantage et responsabiliser les producteurs et les chaînes de distribution. -Augmenter significativement, à titre dissuasif, la taxe de mise en décharge, payée par les entreprises ou les communes. -Etendre l'obligation de récupération de leurs propres produits en fin de vie par les industriels	plan « Zéro Déchet » qui comprendra un volet de lutte contre le gaspillage alimentaire, l'obligation pour les métropoles de recycler 50% de leurs déchets produits chaque année à l'horizon 2022 et le combat contre l'obsolescence programmée via une incitation à réutiliser les matériaux et à faire de l'éco-conception.	NC	diviser par deux les déchets ménagers mis en décharge d'ici à 2025: Augmentation progressive de la taxe générale sur les activités polluantes	Allonger les garanties légales pour favoriser un usage à long terme des produits et développer les consignes pour que l'utilisateur ne paie plus le prix des emballages. Rendre obligatoire le recyclage, compostage ou l'incinération	Relocalisation. Interdiction de la publicité et fin de l'obsolescence programmée avec des produits durables, réparables et recyclables.
Transport	NC	Remplacer les 10 millions de véhicules les plus énergivores en 10 ans par des véhicules consommant moins de 3l/100 et par le biais d'un bonus/malus plus efficace. -établir un objectif d'une borne de recharge pour chacune des 11 000 stations-service d'ici à la fin du quinquennat. - Développer le réseau ferroviaire.	Inciter au développement des véhicules, voitures ou bus à énergie propre (électriques, gaz...). continuer à subventionner l'achat de véhicules électriques, comme c'est déjà le cas, tout en jouant un rôle majeur dans la mise en place des infrastructures de recharge rapide, par exemple dans les stations à essence. - Engager la préparation de la mise en concurrence de la SNCF telle que prévue par les directives européennes.		Renationalisation des sociétés d'autoroutes	aligner la fiscalité du diesel sur celle de l'essence. Objectif de long terme : en 2040 plus aucun véhicule thermique ne soit vendu. grande concertation avec les industriels pour les aider à diversifier leur production (véhicules électriques, hybrides, hydrogènes). maintien du bonus-malus à l'achat et en accélérant le déploiement des bornes de recharge. Création d'une prime de 1000 euros pour tous les véhicules fabriqués avant 2001 afin d'acheter des voitures plus écologiques, qu'elles soient neuves ou d'occasion	développer le transport ferroviaire et fluvial et le transport maritime côtier. favoriser le ferroutage. Mises en place d'une contribution carbone pour le transport de marchandises. Renationalisation des autoroutes	Réduire la place de la voiture, développer la pratique du vélo et de la marche sur l'ensemble des territoires; gratuité des transports en commun de proximité. Favoriser le transport des marchandises par rail et fluvial. Renationaliser les autoroutes. Abandon de la LGV Limoge

Habitat	NC	Renforcer les incitations à la construction de logements énergétiquement performants afin de faciliter la transition énergétique des territoires et d'améliorer le cadre de vie des français. - Etendre le prêt à taux zéro à la rénovation énergétique dans des conditions identiques à l'acquisition dans le cadre d'une isolation globale	crédit d'impôt aux particuliers, à l'utilisation d'écomatériaux qui répondent à la fois aux critères techniques exigés et à des critères environnementaux ou socioenvironnementaux. Ce crédit d'impôt est une prolongation et une extension du dispositif mis en place jusqu'à fin 2016 pour les économies d'énergie. - Aligner les conditions du prêt à taux zéro des bâtiments anciens sur celles des bâtiments neufs	réhabilitation thermique des logements sociaux; accompagnement des initiatives du secteur privé avec des aides renforcées et conditionnées au recours à des artisans labellisés (soutien des PME); Une protection des foyers en situation de précarité énergétique avec un véritable bouclier "énergie" (chèque énergie...) pour éviter les situations de privation.	Faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire. Rationaliser les normes d'urbanisme et de construction afin de résorber les tensions sur le marché du logement tout en protégeant les espaces naturels protégés	lancer un grand plan de rénovation des bâtiments publics. intensifier les efforts sur l'ensemble du parc. Transformer le Crédit d'Impôt Transition Energétique (CITE) en prime immédiatement perceptible pour les plus modestes	créer pour les particuliers une allocation sur condition de ressources pour financer la rénovation thermique des logements	plan de réhabilitation et d'isolation de l'existant, le remplacement et la disparition progressive du chauffage électrique. Gratuité des premiers KWH indispensables contre la précarité
Investissement	NC	Créer un ministère de la Mer et de l'Outre mer. - Lancer de vastes plans d'équipements d'isolations phonique et thermique afin de protéger les occupants du bruit et de faire baisser leur facture de chauffage. - Poursuivre le développement des réseaux de transport en commun en encourageant les intercommunalités à privilégier les transports propres. - Mettre les technologies numériques au service d'une meilleure gestion du trafic	fixer un prix de la tonne de CO2 à 30€ minimum. Laisser le marché dicter son appétit pour l'environnement avec la suppression du soutien public au développement de ce secteur.	programme d'investissements agricoles pour soutenir les projets de développement agroécologique, les circuits-courts et les coopératives et faciliter l'installation des jeunes agriculteurs qui souhaitent reconverter des exploitations en fermes bio ou agroécologiques. créer dans chacune des grandes régions une agence du développement des nouveaux modes de production et de consommation. Ces agences devront, en coordination avec les collectivités locales, favoriser les circuits courts	Créer un grand ministère de l'outre mer et de la mer afin de valoriser la dimension maritime de la France et développer un vaste plan stratégique d'investissement autour de l'économie de l'océan	15 milliards d'investissement pour la transition énergétique	NC	NC
fiscalité	NC	Créer un guichet régional sur la fiscalité verte afin d'aider à s'y retrouver dans les subventions et allègements fiscaux. -créer un livret d'épargne dispositifs d'économie d'énergies	Encourager une politique d'habitat durable. Inciter, par un crédit d'impôt au particulier à l'utilisation d'éco matériaux et Aligner les conditions du prêt à taux zéro des bâtiments anciens sur celles des bâtiments neufs	TVA différenciée pour les produits à faible empreinte carbone afin de les rendre plus attractifs. Taxe carbone affectée à la transition écologique	NC	augmentation de la taxe carbone pour atteindre 100 €/t en 2030	Prélèvements nationaux concertés sur les réimportations en Europe de productions délocalisées, mise en place d'une taxe « kilométrique » de manière à réduire les transports de marchandises évitables	NC
Notre Dame des Landes	NC	NC	Application de la loi et évacuation de la zone	Abandon du projet	Contre mais respectera et appliquera le OUI de la consultation	L'instruction d'une expertise éclairée : il faudra une dernière fois comparer les équilibres économiques et écologiques du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et de celui de l'aéroport Nantes-Atlantique. Il faudrait que cette instruction mette à jour des éléments forts pour revenir sur l'issue de la consultation.	Arrêt du projet notre dame des Landes	Arrêt du projet notre dame des Landes
CETA / TAFTA	NC	Refus du CETA	Plutôt favorable au CETA mais reste deux points de vigilance l'élevage et l'environnement	Suspension immédiate de l'application de l'accord de libre-échange avec le Canada, le CETA, afin de protéger nos préférences collectives en matière d'environnement, de santé et de protection sociale. Je veillerai à ce que le TAFTA et le TISA ne voient pas le jour.	Refuser les traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.).	Favorable au CETA	Refus de la mise en œuvre de l'accord	Refus de l'accord CETA/TAFTA

Agriculture	NC	Privilégier les circuits courts	dNC	<p>Priorité de l'attribution du foncier agricole aux projets bio ou agroécologique. Développement de cultures maraichères aux abords des villes. Je soutiendrai aussi les associations favorisant les circuits courts comme les AMAP</p>	<p>Développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières. Refuser le modèle des fermes-usines, du type « ferme des 1000 vaches ».</p>	<p>D'ici à 2022, l'ensemble de la restauration collective -les cantines des écoles et les restaurants d'entreprise - devra proposer au moins 50% de produits biologiques, écologiques ou locaux. Un plan de transformation agricole (PTA) de plus de 5 milliards d'euros sera lancé sur la période 2017-2022 pour moderniser les exploitations et prendre en charge les investissements parfois lourds qu'elles devront consentir pour se réorienter. Ex. l'élevage en batterie des poules pondeuses devra progressivement disparaître au profit des élevages alternatifs. En 2022, les œufs de poules en batteries seront interdits à la vente au consommateur.</p>	<p>100% de produits bio dans les cantines scolaires. Plan national de transition écologique de l'agriculture, soutien à l'installation des jeunes agriculteurs et à une agriculture responsable</p>	<p>reconversion de l'agriculture en tout biologique sur 10 ans. Relocalisation des productions, soutien aux filières courtes; Interdiction de tous les brevets sur le vivant. Promotion de la culture paysanne</p>
-------------	----	---------------------------------	-----	--	---	--	---	--